

## **Université Ouverte de Dakhla**

Les transformations structurelles de la Nouvelle Economie Mondiale  
Les acteurs, les facteurs et les impacts

### **Une fragmentation spatiale et socio-culturelle inévitable. L'avènement des territoires et des projets territoriaux.**

**Henri Dou**

Membre du CESE Provence Alpes Côte d'Azur  
Ciworldwide think tank, 93 rue du Rouet, 13008 Marseille – France  
[douhenri@yahoo.fr](mailto:douhenri@yahoo.fr) <http://www.ciworldwide.org>

Résumé : les « riches de voulant plus payer pour les pauvres » on assiste actuellement à une fragmentation des Etat et de leurs régions. Au plan économique la destruction créatrice ne peut pas au niveau des contraintes de temps satisfaire les besoins en emplois liés à la mondialisation et aux restructurations qu'elle entraîne. Si rien n'est fait on va assister à une montée inéluctable des inégalités et donc extrêmes. Il faut donc réagir. Dans cette présentation l'auteur propose différentes pistes pour combattre cet état de fait. Depuis le développement durable, l'économie sociale et solidaire, l'économie circulaire, la responsabilité sociale de la recherche et principalement la fragmentation des régions en territoires il met en évidence des changements inéluctables. Il insiste aussi comment à partir des territoires on peut mettre en place un système contrat-projet assurant un développement accepté et compris.

mots clés : territoires, intelligence territoriale, développement, fragmentation, inégalité, développement endogène, développement exogène, attractivité territoriale, société civile, organisation territoriale, inégalité

#### **1 - Introduction**

Dans un livre récent, Davezies (DAV 2015) montre de manière précise comment une fragmentation géographique et socio-culturelle semble inévitable au cours du XXI<sup>ème</sup> siècle. Il base son analyse sur le faite que de nombreux signaux montrent, à l'évidence que : « les riches ne veulent plus payer pour les pauvres.». Ceci est visible au niveau de la Communauté Européenne, où les transferts entre pays riches et pays pauvres ne s'effectuent que difficilement. L'exemple de la Grèce est frappant et met en évidence un manque de solidarité entre les pays de la Communauté Européenne. Au niveau des Etats, la même situation se reproduit avec dans certains cas une acuité accrue. Ceci est mis en évidence par des orientations politiques allant de l'autonomie au séparatisme. Nous sommes actuellement dans un système économique où les valeurs de coopération et d'entraide sont de moins en moins prises en compte et où les inégalités s'accroissent, « l'économie devenant injuste » (ESC 2015).

## **2 - Une défiance accrue envers l'Etat partiellement impuissant**

Comme l'Etat ne joue plus son rôle de re-distributeur des richesses nationales, la défiance de la société civile envers lui ne fait que croître. Au niveau régional, de multiples structures ralentissent (voire annihilent) les processus de décision et le citoyen ressent ainsi une coupure de plus en plus large entre le « monde politique des élus » et la vie réelle de la Région. Cette défiance croissante envers les « élites » politiques et le monde réel s'accompagne souvent de bouleversements politiques majeurs tels que le Brexit au Royaume-Uni, l'élection de Donald Trump aux USA, la décomposition des partis politiques traditionnels en France, les diverses tentatives de référendum (séparatistes ou autonomistes) en Espagne, au Royaume-Uni, etc. Cette situation conduit aussi au développement des extrêmes qu'ils soient de gauche ou de droite, et s'ils sont partiellement contenus actuellement, il est probable que si le contexte actuel perdure leur développement ne pourra plus être freiné. Cette défiance envers l'Etat est aussi amplifiée par la montée depuis des dizaines d'années du chômage, sans que les politiques mises en œuvre ne puissent l'enrayer.

Sur le plan mondial on assiste au développement de migrations de plus en plus importantes allant principalement du Sud vers le Nord. Cette situation ne fait que souligner le manque de solidarité actuelle des Etats non plus au niveau de la Communauté Européenne, mais au niveau mondial, où des pays sont laissés dans un état d'abandon tels qu'ils deviennent un terreau favorable au développement du terrorisme, mais aussi d'une vision idéalisée de la migration vers le Nord. Cette situation est en outre amplifiée par le dérèglement climatique qui conduit à une désertification des sols et donc à un appauvrissement constant en nourriture alors qu'en même temps la démographie s'accroît.

Au plan international de nombreux Etats ont été plus ou moins contraints, pour maintenir une cohésion sociale de laisser une autonomie plus large à des régions. Ceci a porté ses fruits tant que la croissance permettait à l'Etat d'assurer un rôle re-distributeur et à ces entités régionales de maintenir un niveau de développement acceptable. Mais, le ralentissement de l'économie mondiale a conduit à une diminution constante de l'aide de l'Etat et donc laisse les régions devant la nécessité de créer leur propre développement qu'il soit endogène ou exogène.

Cette situation si elle perdure ne va pas être sans conséquences. Une de celles-ci va sans doute voir la fragmentation s'accroître et le développement de projets et de manières de vivre liées à des « territoires » qui ne devront compter que sur eux-mêmes et leurs propres ressources pour se développer.

## **3 - Des politiques de développement contradictoires**

Actuellement le monde numérique bouleverse nos anciennes conceptions du temps et de l'espace. Le « big data analytics » permet par l'analyse de données de plus en plus variées de broser une approche du monde où l'individu ne se sent plus concerné, noyé dans un

ensemble statistique jouant le jeu d'une sorte de rouleau compresseur. Ainsi, la « destruction créatrice » si elle est un concept macro-économique qui à long terme s'avère cohérent sur un plan global ne répond plus aux exigences du moment. Ceci à plusieurs niveaux :

- la destruction d'emplois est bien plus rapide que la création de nouveaux emplois en nombre équivalent
- la qualification des emplois créés est bien plus élevée que celle des emplois détruits
- la formation continue des salariés ne suit pas cette évolution

La perception du discours devient alors incompréhensible pour les personnes concernées par les restructurations multiples et souvent ce n'est pas création de « startups » qui redonneront du travail aux laissés pour compte de la mondialisation.

Dans le monde, de nombreux discours, rapports, programmes, prônent le développement de l'innovation comme le moyen radical pour sortir de cette situation. Certes cela est vrai, mais encore faut-il examiner dans quel contexte celle-ci va se développer. Analysons avec plus de détails ce dernier point. Si nous regardons les programmes de la communauté européenne on constate qu'ils se développent dans des directions précises (HOR 2020) (énergies, OGM, etc.) et des domaines plus larges comme par exemple les territoires intelligents, les « smart cities », etc. Dans ce dernier cas, on aboutit à la création d'une concurrence entre régions européennes d'une part mais par contre coup à une concurrence entre régions d'un même pays. Devra-t-on dans ce contexte constater que les « riches deviendront plus riches » et les « pauvres plus pauvres » (ROG 2016) ? Nous allons l'illustrer par un exemple. En France, l'investissement de l'Etat, plus de 75% va se déployer sur les seize métropoles françaises car on a constaté que dans les années passées le développement du pays a été principalement impulsé par celles-ci. L'organisme public France Stratégie, chargé par le gouvernement de réfléchir à la « France 2017-2027 », a publié un rapport sur les priorités à donner à la politique territoriale : le meilleur choix pour l'avenir de la France est d'« investir davantage de ressources publiques dans les grandes métropoles » (SCH 2016, CNE 2016). Dans ce contexte, on est quasiment à la croisée des chemins : soit la redistribution peut s'opérer, soit on va vers un système de type archipel (KLE 2002) où des îlots de prospérité émergeront dans des zones défavorisées.

Bien que combattu par certains cette vision du développement semble inéluctable entre autre du fait de la migration constante des territoires ruraux vers les territoires urbains. C'est ainsi que dès 1980 la DATAR en France dévoilait le scénario catastrophe du développement français qu'il fallait éviter et qui a pourtant eu lieu, c'est-à-dire à une concentration de plus en plus forte dans les métropoles. Même si nous considérons l'impact actuel des technologies de l'information (GUI 2000) « on peut penser que les technologies d'information n'infléchiront pas les tendances à la polarisation, même si elles permettent d'établir de nouveaux rapports entre les hommes, et entre les hommes et leurs territoires.

En effet, dans une société où la « production d'intelligence » va devenir un atout déterminant, l'organisation de grands « hubs » de connaissances scientifiques entretiendra le processus d'agglomération et de spécialisations régionales et interrégionales ».

#### 4 – La société libérale

Les théories économiques sont diverses et variées, elles font souvent l'objet d'âpres discussions et polarisent les idées politiques. Il nous semble intéressant, dans le contexte de cette présentation de faire référence aux travaux d'un économiste qui traite de l'économie non pas d'un point de vue approximatif lié à « la main invisible du marché », mais lié à une approche scientifique basée sur la thermodynamique. Aktouf (AKT 2009) a développé à partir des principes de la Thermodynamique une analogie entre systèmes physiques et entreprises. Il arrive au fait, que dans tout système la thermodynamique conduit à :

$$Q_{E1} > Q_{E2}$$

où :

$Q_{E1}$  = quantité d'énergie utilisable importée ou entrées (inputs)

$Q_{E2}$  = quantité d'énergie utilisable exportée ou sorties (outputs)

« Il est donc vital, au sens propre, pour tout système vivant que, *en termes d'énergie utile*, les sorties soient toujours inférieures aux entrées.

Pour une entreprise, l'analogie serait la suivante :

$$Q_{E1} < Q_{E2} \text{ (profit)}$$

Nous sommes là devant une *impossibilité thermodynamique* qui implique que : 1. soit les lois thermodynamiques sont à revoir, 2. soit l'institution « entreprise économique » y échappe. »

Dans la suite de sa démonstration, Aktouf montre que l'entreprise peut échapper à ce système: l'extraction du profit se réalise par une double extraction continue et exponentielle la première concerne l'environnement interne et le travail (on diminue le nombre de salariés pour augmenter le profit, la seconde concerne l'environnement externe c'est-à-dire la pollution engendrée par les activités, qui touche les biens inaliénables de la civilisation (air, eau, climat, etc.) Aktouf (AKT 2006) conclut qu'il est impossible d'échapper à la question de la dégradation de l'énergie (et donc de déficit de durabilité) dans ce problème de la relation entre d'une part, l'activité de production de biens et de services et d'autre part, la valeur économique et monétaire de ces mêmes biens et services. Selon Aktouf (ATK 2002), le surplus de marge (au sens de Porter) s'explique entre autres, par un phénomène extraction qui se fait aux dépens de plusieurs éléments de l'environnement externe notamment, d'une lourde facture à la fois, économique (se manifestant par l'inflation), sociale (résultant un

chômage et une paupérisation continue des populations) et surtout écologique (avec la dégradation de la biodiversité et la pollution atmosphérique engendrées par les divers rejets résultants de cette tendance productiviste) (ATK 2010).

Si on adhère à cette démonstration, il est évident que les mêmes causes produisant les mêmes effets, les solutions mises en œuvres actuellement ne réduiront pas les inégalités.

## **5 - Vers une sortie de cet état de crise**

Les différents constats précédents conduisent de plus en plus à une prise de conscience collective qui va se développer sur différents niveaux.

### **5.1 Le développement durable**

Quoique bien décrit dès 1987 par Brundtland (BRU 19887) ce n'est que récemment qu'il commence à apparaître au niveau institutionnel comme une des orientations permettant à la fois création d'emplois et redéploiement économique. Le développement durable se développe à partir de trois piliers (DD 2015) :

- « La dimension environnementale
  - Préserver, améliorer et valoriser l'environnement et les ressources naturelles sur le long terme, en maintenant les grands équilibres écologiques, en réduisant les risques et en prévenant les impacts environnementaux
- La dimension sociale
  - Satisfaire les besoins humains et répondre à un objectif d'équité sociale, en favorisant la participation de tous les groupes sociaux sur les questions de santé, logement, consommation, éducation, emploi, culture...
- La dimension économique
  - Développer la croissance et l'efficacité économique, à travers des modes de production et de consommation durables. »

Cette prise de conscience encore naissante dans ses applications conduit à une évolution différente de la société où la recherche systématique du profit n'est plus l'apex vers lequel on doit tendre. En ce sens elle s'oppose partiellement aux théories économiques libérales et à la régulation systématique par « le marché ». Cette nouvelle approche qui privilégie l'intérêt général et la défense des biens inaliénables (eau, terre, air, etc...) conduit à des approches sociales nouvelles (BAA 2017).

### **5.2 L'économie sociale et solidaire**

On peut en donner la définition suivante (WIK 2017a):

L'économie sociale ou économie sociale et solidaire (ESS) (LAC 2016) est la branche de l'économie regroupant les organisations privées (entreprises, coopératives, associations, mutuelles ou fondations) qui cherchent à concilier activité économique et équité sociale. Du commerce équitable à l'épargne solidaire, en passant par les innovations sociales dans le champ de la protection de l'environnement, de la lutte contre l'exclusion, de la santé ou de

l'égalité des chances, l'ESS apporte une réponse à de nombreux enjeux de société contemporains.

Cet aspect de l'économie touche de très près l'engagement de la société civile dans des processus éloignés de ceux « officiellement considérés » comme apportant croissance et emploi. Sans parler de conflit entre ces différentes visions du développement on peut tout de même parler d'opposition à la fois sociale et souvent politique. Elle tend actuellement à se développer, témoin en est la crise qui se développe dans l'agriculture et la naissance de systèmes de distribution directe, ou d'AMAP, etc. Il est aussi à noter que dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) certaines s'engagent dans ce nouvel axe, gagnant ainsi en respectabilité et adhésion de clientèle. Cet essor de l'Economie Sociale et Solidaire est aussi poussé par la montée du chômage et la précarité croissante de certaines classes sociales.

### 5.3 L'économie circulaire

Il existe de nombreuses définitions de l'Economie Circulaire mais une des meilleures est issue de l'article très complet publié à ce propos dans WIKIPEDIA (WIK 2017b):

« L'économie circulaire est une expression générique désignant un concept économique qui s'inscrit dans le cadre du développement durable et qui s'inspire notamment des notions d'économie verte, d'économie de l'usage ou de l'économie de la fonctionnalité, de l'économie de la performance et de l'écologie industrielle (laquelle veut que le déchet d'une industrie soit recyclé en matière première d'une autre industrie ou de la même ».

Son objectif est de produire des biens et services tout en limitant fortement la consommation et le gaspillage des matières premières, et des sources d'énergies non renouvelables.

Selon la fondation Ellen MacArthur (MAC 2010) (créée pour promouvoir l'économie circulaire), il s'agit d'une économie industrielle qui est, à dessein ou par intention, réparatrice et dans laquelle les flux de matières sont de deux types bien séparés ; les nutriments biologiques, destinés à ré-entrer dans la biosphère en toute sécurité, et des entrants techniques (« *technical nutrients* »), conçus pour être recyclés en restant à haut niveau de qualité, sans entrer dans la biosphère.

Au vu de cette définition, on constate que même si le concept en tant que tel (concept d'économie de nos aïeux) est un concept lié au « bon sens », le développement de nos économies le place maintenant dans une position clé. Il y a urgence à ce que les technologies actuelles ainsi que les progrès scientifiques permettent à travers cet ancien concept revisité de modifier les mentalités et de contribuer au ralentissement de l'exploitation des ressources terrestres d'une part (recyclage), au ralentissement du changement climatique actuel et à « l'assainissement de notre environnement » y compris au sens médical du terme.

Il est important de souligner qu'actuellement au rythme de la croissance démographique d'une part et de l'accélération du développement économique d'autre part, une partie importante des ressources en minerais, en hydrocarbures, de la terre va atteindre sa limite (au sens de la viabilité de l'exploitation). C'est aussi une des raisons pour lesquelles l'économie industrielle et le recyclage devraient se développer.

Cet aspect est important car au niveau d'une région l'économie circulaire va avoir des effets positifs à partir du recyclage, de l'économie de la fonctionnalité, du respect de l'environnement, etc. Ces différents aspects ainsi que leur impact régional ont été entre autre décrits dans l'avis du Conseil Economique Sociale et Environnemental de la région Provence Alpes Côte d'Azur (CES 2016) ainsi que dans un travail de synthèse publié par Dou et Blanes (DOU 2017).

#### 5.4 La responsabilité sociale de la recherche

Les différents travaux réalisés par la communauté européenne (ERI 2006) dans le cadre de la définition de l'innovation ont mis en évidence que l'innovation consistait à créer à partir des connaissances et compétences acquises au niveau de la recherche publique, des produits et services capables d'être acceptés par le marché.

Dans ce cadre, la responsabilité sociale de la recherche devrait se développer. Elle conduirait à rendre à la société civile une partie du retour sur investissement du financement public de la recherche réalisé à partir des impôts payés par les citoyens et les entreprises. Dans le cadre d'un développement régional où toutes les forces doivent agir en synergie cet aspect devient important et devrait être pris en compte dans un futur proche. Une partie des activités de la recherche publique devrait conduire au renforcement de la compétitivité régionale en focalisant une partie des sujets de recherche vers cette priorité (DOU 2016). Cela devrait mettre en jeu des relations nouvelles entre les acteurs politiques du développement régional et les universités ou centres de recherche.

### **6 - Une restructuration spatiale et socio-culturelle de l'espace régional**

Nous assistons actuellement à un redéploiement des espaces politiques et économiques avec le développement d'entités géographiques physiques: les territoires. Ces nouveaux espaces ont une cohérence en termes de surface physique ou de cohésion sociale des habitants. Dans ce contexte, puisque la concurrence est de mise, nous assistons à une augmentation de la force de la société civile, qui s'organise pour créer des projets cohérents basés sur l'expertise locale et la mobilisation de tous les acteurs sur le territoire. En conséquence, les niveaux de décision hiérarchiques diminuent et une relation plus sereine est établie entre administré et l'administration.

Mais pour réussir dans un tel contexte, nous devons organiser et mettre en place les éléments permettant une «gestion intelligente» des projets à venir, qu'ils soient locaux, nationaux ou internationaux. Les choix sont cruciaux et le débat entre les projets endogènes et exogènes doit être soigneusement arbitré.

## 6.1 L'Intelligence Compétitive Territoriale

Afin de parvenir à une gouvernance qui permet un tel développement, il est nécessaire de passer de l'intelligence Compétitive à l'Intelligence Territoriale Compétitive. Il est nécessaire de s'adapter au territoire, à ses installations, à ses compétences et selon la volonté qui l'anime à un système mondial qui, outre le développement économique indispensable, prendra soin de la cohésion sociale.

On peut donc donner une définition de l'Intelligence Compétitive Territoriale qui est la suivante:

C'est la capacité des décideurs et des acteurs sur le même territoire de capitaliser sur tous ses acteurs pour créer une synergie et un dynamisme. Cela permet de développer des projets futurs (anticipation) à la fois originaux (inventifs) et collaboratifs. Cette synergie renforce à la fois la position économique du territoire mais aussi sa cohésion sociale en plaçant l'individu au centre des préoccupations:

Il nécessite diverses priorités (HEI 2017)

- Ressources locales (Entreprise, Recherche et Université, projets innovants de la société civile, etc.)
- Un engagement des acteurs dans les projets développés, regroupant les ressources et les compétences locales
- Une vision, une volonté, un projet
- Un réseau d'acteurs organisés dans le cadre d'une gouvernance participative
- Connaissance des ressources du territoire
- Accès au réseau Internet de préférence avec un débit acceptable
- 

Cela implique également diverses actions

- Accès à l'information stratégique (scientifique, technologique, économique ...)
- Partager l'information dans le cadre de projets en cours ou de réflexions prospectives
- Une vision collective du futur
- Une attention particulière au maintien d'une gouvernance appropriée
- Mobilisation permanente des acteurs du développement
- Un pacte de confiance entre les acteurs
- Contrôle des coûts du projet

## 6.2 L'expérience varoise

La région Provence Alpes Côte d'Azur comprend plusieurs départements dont le Var. Celui-ci est « coincé » entre Marseille métropole et Nice Sophia Antipolis. Dans cette configuration le Var doit trouver une identité nouvelle qui lui permettra de se développer entre deux entités concentrant une grande partie de l'ensemble des moyens de la Région Provence Alpes Côte d'Azur. Dans ces conditions deux faits ont émergés : une montée en puissance de la société



civile d'une part, et d'autre part une division du département en territoires possédant une identité sociale, culturelle, économique et géographique. L'espace géographique est délimité par un trajet de 20 minutes en voiture. Les aspects économiques culturels et sociaux ont été soigneusement examinés pour que les territoires soient homogènes. On a ainsi créé huit territoires après enquêtes, études, données INSEE et concertation des communes concernées. C'est ainsi que les 153 Maires des communes du Var ont adhéré à cette démarche toutes positions politiques confondues. En effet au contraire des Alpes Maritimes et des Bouches du Rhône qui ont une démarche métropolitaine le Var s'inscrit dans une démarche territoriale concertée. Les territoires du Var sont les suivants :

1 Aire Dracénoise PF : pôle urbain économique et nature

2 Cœur du Var PF : nature et développement

3 Fayence PF : villages perchés et tourisme vert

4 Golfe de Saint-Tropez PF : tourisme international

5 Haut-Var Verdon PF : nature, évasion et compétitivité

6 Provence Méditerranée PF: métropole, compétitivité et mer

7 Provence Verte PF: patrimoine historique et développement

8 Var Esterel PF: dynamisme économique et patrimoine vivant

PF = Points Forts

La figure 1 représente le schéma de cohérence territoriale du Var au 1<sup>er</sup> Janvier 2017 (SCO 2017).

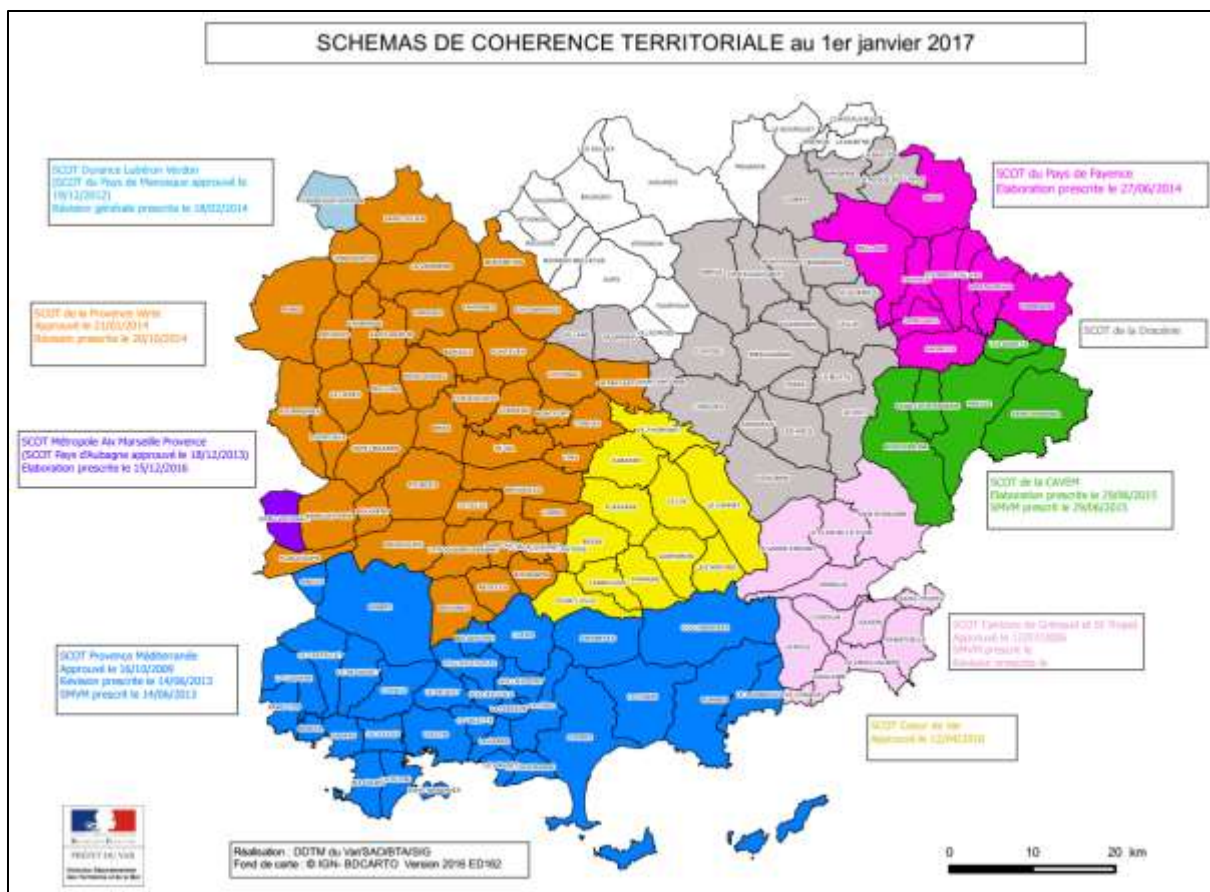


Figure 1 – Schéma de cohérence territoriale du Var

C'est en s'appuyant sur la dynamique de ces territoires qu'est né la notion de projet contractualisé sur une durée de trois ans. L'objectif est de développer un projet consensuel par territoire, trois niveaux pouvant être concernés :

- Actions de proximité (services, équipements et animations),
  - Actions structurantes (maillage et interconnexion avec les territoires voisins),
- Par exemple le haut débit, mobilité physique, etc.
- Projets phares permettant de renforcer la notoriété, l'image, la valorisation et l'attractivité du territoire.

Dans chacun des cas il faut associer le secteur public et le secteur privé chaque fois que cela est possible et faire largement appel aux innovations de la société civile à partir d'appels à projets. Rentre dans ce domaine les actions visant à développer le tourisme, les nouveaux concepts de zones d'activité, les espaces ouverts de travail, la création de labels pour les produits issus du territoire (ce n'est pas que vin qui est concerné), la gastronomie locale, l'aide aux personnes âgées, etc. On peut aussi noter dans le même ordre d'idée la création d'une chaîne de télévision locale : Var Azur.

On a ainsi une double entrée au niveau des territoires : des projets issus des élus politiques prenant en compte de grands équipements ou des projets structurants, mais aussi une entrée vers la société civile par appel à projets. L'objectif recherché est à la fois l'efficacité et

le consensus. Un aspect innovant dans le cadre de ce système de développement est le contrat. En effet, chacun des projets est lié par un contrat de trois ans à l'entité finançant le projet (généralement le Conseil Départemental ou Régional). Cette contractualisation permet de suivre le projet à la fois au plan du timing de réalisation mais aussi au niveau financier. Le couple projet contrat devient alors un moteur efficace du développement. On évolue ainsi vers une culture du résultat. Pour augmenter encore la cohésion et la synergie des Maisons du Développement Territorial (MDT) au travers desquelles la société civile et la dimension humaine sont directement concernées. Les MDT vont aussi jouer le rôle d'observatoire territorial, les dossiers locaux de projets y sont évalués, le lien avec la population sera renforcé par des services variés, le tissu économique local pourra ainsi être dynamisé à la fois par les contacts et la communication.

Parallèlement à ce développement territorial la société civile et plus particulièrement les entreprises s'organisent indépendamment du pouvoir politique ou d'institutions propres comme les Chambres de Commerces et d'Industrie. C'est ainsi que s'est créé à partir d'initiatives personnelles le « parlement des entreprises Varoises (PAR 2017)» Celui-ci a été créé pour que les grandes décisions ne reposent pas uniquement sur des élus politiques et que la voix de la société civile soit prise en compte. Ainsi le parlement varois des entreprises, initiative originale en France, devient un promoteur d'idées, de projets et d'innovation. Il fonctionne à partir de commissions et on peut citer par exemple le blog du parlement varois des entreprises :

« Près de 400 acteurs du monde économique varois ont participé à la séance plénière du Parlement Varois des Entreprises le 7 juillet dernier. Au programme, l'examen de 8 motions portant sur l'économie maritime, l'économie circulaire et l'opportunité d'une marque territoriale.

C'est une belle démonstration d'intelligence collective à laquelle nous avons eu droit. Tour à tour, les animateurs de commission, après avoir exposé le fruit du travail réalisé durant plusieurs mois, ont présenté aux suffrages des motions concrètes, issues de réflexions de terrain. Rien que des propositions de bon sens, susceptibles de donner une impulsion bien réelle à l'économie du Var et de faciliter le quotidien de ses entreprises. »

Pour une description plus approfondi du fonctionnement et du rôle de ce parlement on peut consulter le blog de Patrick Heintz (HEI 2015). Une citation de l'auteur de ce blog résume bien la question :

« Il y a dans les presque 60 000 entreprises qui composent le tissu économique de notre territoire, des trésors d'expérience, d'imagination, de savoir-faire qui peuvent contribuer à améliorer considérablement notre environnement économique en se concertant davantage sur les stratégies communes, en coopérant et en mutualisant mieux, en échangeant plus sur les pratiques, les méthodes, en partageant les savoir-faire, les services, certains outils, les moyens, les réseaux. Le Parlement Varois des Entreprises peut être le lieu où se produit cette prise de conscience collective, où se nouent ces nouvelles relations et où le monde économique fait entendre sa voix. »

## 7 - Conclusion

La fragmentation territoriale et sociale des Etats, puis de leurs régions, va nécessairement conduire à une réorientation des pratiques institutionnelles de management et de développement économique. Le système « top down » ne peut plus fonctionner, et souvent, privé de ressources à cause d'un manque de redistribution ou de diminution drastique de leurs revenus les territoires devront compter sur leurs ressources propres pour se développer. Pour ce faire il va falloir s'organiser de manière différente et l'exemple varois illustre bien cet état de fait. Mais aussi il est certain que de nouvelles formes d'économie vont se développer, que ce soit dans le cadre de l'économie sociale et solidaire, du développement durable ou de l'économie circulaire. Le citoyen ne comprend plus comment après avoir élus ses représentants, un fossé se crée automatiquement entre ces derniers et leurs mandants. Ces niveaux de complexité, voire d'impuissance seront de moins en moins tolérés sinon on assistera à une montée des extrêmes.

Il devient donc urgent, non pas de modifier arbitrairement les paysages géopolitiques régionaux mais de réaliser en concertation avec la société civile de nouvelles formes de développement économique et de management.

## Bibliographie

Aktouf O.,(2010) La crise financière mondiale, Le Québec sceptique, n°71, pp. 59-63

Aktouf O., (2009) Il a récemment été reconnu par la Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Radio-Canada comme faisant partie des "personnalités marquantes de l'histoire récente du Québec et du Canada dans les domaines (...) de l'économie et des affaires. Il est actuellement professeur titulaire à l'École des hautes études commerciales de Montréal  
<http://www.hec.ca/nouvelles/2009/2009011.html>

Aktouf, O.,(2006) « La stratégie de l'autruche : Post-mondialisation, management et rationalité économique », Montréal : Les Éditions Écosociété, 2002, 370 pp. (voir pages 171-176) version complétée en 2006, ISBN 978-2-921561-67-0. <http://docplayer.fr/43347333-La-strategie-de-l-autruche-post-mondialisation-management-et-rationalite-economique.html>  
(2017)

BaazizA., Leveillé V., Dou H., (2017) Intelligence Economique et Développement Durable des Territoires : de la compétitivité à la coopétitivité, R2IE Revue Internationale d'intelligence Economique, vol 91, pp. 57-76

Brundtland G. H., (1987) a proposé une définition du développement durable qui fait toujours référence dans son rapport « Notre avenir à tous » : « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Oslo.

CESER PACA, (2016) Avis sur Economie circulaire,  
<http://s244543015.onlinehome.fr/ciworldwide/?p=1929>

CNEPI, (2016) Quinze ans de politiques d'innovation en France, France Stratégie, Janvier 2016,  
[http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs\\_rapport\\_cnepi\\_21012016\\_0.pdf](http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs_rapport_cnepi_21012016_0.pdf)

DAVEZIES L., (2015), Le nouvel égoïsme territorial. Le grand malaise des nations, Ed. La république des idées.

DD (2015) Les trois piliers du développement durable, Qu'est-ce que le DD, <http://www.3-0.fr/doc-dd/qu-est-ce-que-le-dd/les-3-piliers-du-developpement-durable>

Dou H., Blanes P., (2017) L'Economie Circulaire, mythe ou réalité régionale, Les nouveaux territoires de l'Intelligence Economique, l'Harmattan et La croisée des Chemins, pp.293-314

Dou H., (2016) Innovation et industrialisation, un enjeu pour la France, Vie et Science de l'Entreprise, VSE.

Erickson P., (2006), Strategic Intelligence and Innovative Clusters – A Regional Policy Blueprint Highlighting the use of Strategic Intelligence in Cluster policy. Interreg III C (European Community) Centro Formativo Provinciale, Guiseppe Zanardelli, Azienda speciale de la provincia de Brescia, Interreg III C, VINNOVA, Brics-workshop - Aalborg Swedish Governmental Agency for Innovation Systems, 13th Feb

Escorsa Castells P., (2016) Reflexiones sobre una Economia Injusta, Editir El Ciervo.

Guigou J.L.,(2000) Aménager la France de l'2020, dans le chapitre La Société et ses territoires, p. 45, [http://shrinking.ums-riate.fr/Ressources/Conclu/DAT\\_00.pdf](http://shrinking.ums-riate.fr/Ressources/Conclu/DAT_00.pdf)

Heintz P., (2017) Cette définition des priorités et des actions a été présentée en détail durant l'exposé de "L'Expérience Varoise" par Patrick HEINTZ au CESER PACA (Conseil Economique Social et Environnemental de la Région Provence Alpes Côte d'Azur).. Le Var est un département de cette région.

Heintz P., (2015) <http://www.patrick-heintz.com/2015/07/presentation-du-parlement-des-entreprises.html>

Horizon 2020, (2020) Le portail Français du programme Européen de recherche et d'innovation, <http://www.horizon2020.gouv.fr/cid73300/comprendre-horizon-2020.html>

Klein J.L., (2002) La Stratégie métropolitaine dans l'économie archipel : un regard sur Montréal, Interventions économiques, n°28.  
<http://interventionseconomiques.revues.org/1071?lang=en>

Lacroix G., et Slitine R., (2016) L'économie sociale et solidaire, Paris, Presses Universitaires de France, 2016, 128 p.

MacArthur, E., (2010) Economie circulaire, (2010),

<http://www.ellenmacarthurfoundation.org/fr/economie-circulaire>

Parlement varois des entreprises, (2017) <http://www.pve83-leblog.fr/>

Roger P., (2016) Les fractures territoriales se creusent en France, Le monde, 7 Juillet,

[http://www.lemonde.fr/politique/article/2016/07/07/la-question-des-inegalites-territoriales-un-enjeu-fort-des-prochaines-elections\\_4965157\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2016/07/07/la-question-des-inegalites-territoriales-un-enjeu-fort-des-prochaines-elections_4965157_823448.html)

Scheinder F.,(2016) Pour France Stratégies il faut investir dans les grandes métropoles,

<http://www.la-croix.com/France/Pour-France-Strategie-faut-investir-dans-grandes-metropoles-2016-07-07-1200774328>

SCOT Schéma d'Organisation Territoriale, (2017)

[http://statique.sigvar.org/virtual/1/lots/2017\\_01\\_01\\_SCOT.pdf](http://statique.sigvar.org/virtual/1/lots/2017_01_01_SCOT.pdf)

Wikipedia, (2017a) Economie sociale, [https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie\\_sociale](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_sociale)

Wikipedia, (2017b) Economie Circulaire, Définition,

[https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie\\_circulaire](https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_circulaire)